

UNDT/2012/118, Adundo, et al.

Décisions du TANU ou du TCNU

Le processus concurrentiel proposé a été rendu nécessaire par la fin du financement du plan directeur du capital («CMP»), une rénovation à grande échelle du complexe du siège des Nations Unies à New York. Selon l'intimé, les postes des demandeurs sont financés par le CMP; Les candidats contestent cela. Le principal problème dans cette affaire est de savoir si la décision contestée de soumettre les candidats au test de processus concurrentiel ad hoc est légale. Le Tribunal a constaté que le processus compétitif ad hoc annoncé en avril 2012 était illégal et a ordonné l'annulation de la décision de le réaliser.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Les requérants, un groupe de 25 agents de sécurité à New York, ont déposé une demande contestant la décision administrative qui les exigeait, en tant que condition pour un emploi ou une sélection supplémentaire de réduction ou de renouvellement, de subir un processus compétitif ad hoc qui comprend un test de compétence obligatoire.

Principe(s) Juridique(s)

Retrait, restructuration: En cas d'exercices de réchauffement de bonne foi, l'intimé a une discrétion large mais pas sans entraves dans sa mise en œuvre, dans laquelle le tribunal n'interviendrait pas facilement. Cependant, les circonstances dans cette affaire sont exceptionnelles. Alors que l'administration doit prendre en compte les exigences opérationnelles et la nécessité d'un fonctionnement efficace de l'organisation, il doit également établir des procédures justes et raisonnables, y compris les critères équitables et objectifs, et ses décisions doivent être étayées par les faits établis. -1 et S-2 Niveau Personnel: il n'y a pas de règles dans l'organisation sur les sélections pour les postes de niveau S-1 et S-2. Aucune instruction

administrative n'a été promulguée concernant la sélection du personnel jusqu'au niveau S-2 malgré des indications antérieures que cette législation serait adoptée. Les exigences opérationnelles, des procédures justes, raisonnables et équitables doivent être respectées. Cela comprend un processus de consultation complet et significatif pour s'assurer que les membres du personnel ont leur mot à dire dans le processus, qu'ils reçoivent un avis approprié et que leurs intérêts sont pris en considération.

Résultat

Jugement rendu en faveur du requérant en intégralité ou en partie

Applicants/Appellants

Adundo, et al.

Entité

Secrétariat de l'ONU

Numéros d'Affaires

UNDT/NY/2012/037

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

31 Jul 2012

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Suppression d'un poste

Non-renouvellement

Droit Applicable

TCNU Statut

- Article 10.2
- Article 11.3
- Article 2.1

Jugements Connexes

UNDT/2011/032

UNDT/2012/077

UNDT/2012/090

UNDT/2012/097

UNDT/2012/098

UNDT/2012/099

2012-UNAT-201

2011-UNAT-115